

L'Europe en barbarie

Sylvain Kahn, Laurent Martin

▶ **To cite this version:**

Sylvain Kahn, Laurent Martin. L'Europe en barbarie. Histoire@Politique : revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2015, 26, pp.en ligne. 10.3917/hp.026.0001 . hal-03459740

HAL Id: hal-03459740
https://sciencespo.hal.science/hal-03459740

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sylvain Kahn et Laurent Martin, « L'Europe en barbarie », *Histoire@Politique*, n° 26, mai-août 2015, www.histoire-politique.fr

L'Europe en barbarie

Sylvain Kahn et Laurent Martin

Depuis plusieurs années, à travers différents dispositifs scientifiques – séminaire, journée d'étude et maintenant dossier de revue – la catégorie de « barbarie » a servi de fil directeur à notre réflexion sur l'histoire européenne. Dans l'histoire de l'idée européenne, le barbare a d'abord été l'autre, l'étranger, celui qui ne maîtrisait ni la langue ni les usages, celui qui était d'autres mœurs et d'autre contrée. Puis, quand l'idéologie du progrès et de la raison devint dominante, le barbare fut, avec le sauvage, celui qui incarnait le passé de la civilisation, l'état d'une humanité restée proche de l'animalité dont le processus civilisateur avait peu à peu éloigné les peuples européens, pour le meilleur mais aussi pour le pire. Il fut aussi l'ennemi de l'intérieur appartenant aux « classes laborieuses et dangereuses » ou bien, au contraire, la promesse de régénération d'une civilisation exténuée, « décadente ». Avec les grandes conflagrations mondiales, les massacres industriels et le suicide de l'Europe, la barbarie put être considérée non comme l'envers mais comme le prolongement de la civilisation, le triomphe de la raison instrumentale, l'achèvement d'un cycle historique. Mais peut-être le barbare n'est-il que celui qui croit à la barbarie, comme l'écrivait Claude Lévi-Strauss dans *Race et histoire.*

La notion de « barbarie » – comme celles de « culture » ou de « civilisation », qui lui sont généralement opposées – apparaît donc polysémique et mouvante dans le temps comme relative dans l'espace. Il importe d'en retracer l'étymologie, d'en identifier les usages, en somme de la situer dans une historicité. C'est ce que s'efforcent de faire les différents auteurs de ce dossier, à commencer par Laurent Martin, qui examine l'emploi de la notion par différents auteurs qui ont en commun d'avoir tenté de comprendre la nature de la frénésie de violence qui s'est emparée de l'Europe dans la première moitié du XX^{e} siècle. Cette violence pouvait-elle s'assimiler à une régression historique, au retour d'une bestialité primitive, à l'expression d'instincts archaïques longtemps réprimés par la civilisation, ou devait-elle au contraire être comprise comme le prolongement et l'aboutissement d'une tendance fondamentale à l'œuvre dans le processus de civilisation ? Comment penser ensemble le déchaînement de la violence et la modernité technologique caractéristique de l'ère industrielle ? On retrouve ce type d'interrogation dans l'article de Nicolas Beaupré qui porte sur la Première Guerre mondiale, laquelle apparaît comme le grand laboratoire à ciel ouvert du meurtre de masse. L'auteur rappelle que les termes de « barbare » et de « barbarie » étaient communément employés par les belligérants pour qualifier l'ennemi, le conflit réactivant des représentations anciennes opposant civilisation ou culture à barbarie. Ce fut tout particulièrement le cas du côté des Alliés, exploitant le thème des « atrocités allemandes » pour rejeter l'adversaire hors de l'humanité commune et justifier ainsi la guerre totale à son encontre. Mais à côté de l'usage de ces notions à des fins de propagande ou d'auto-justification – la guerre contre les barbares au nom de la civilisation – apparaît, plus discrètement, la crainte que la guerre ne fasse des combattants, quels qu'ils soient, des barbares, en les habituant à

tuer leurs semblables. On retrouve là les notions de « brutalisation » ou d' « ensauvagement » qui furent utilisées par les historiens pour analyser les mutations de la conscience européenne à la suite du premier conflit mondial, avec l'hypothèse que la guerre avait préparé les esprits à accepter toutes les transgressions de la morale élémentaire au nom de la victoire à tout prix.

Nicolas Beaupré fait remarquer que le processus qui déshumanise l'adversaire passe par des éléments de langage ou des images qui le ravalent au rang de bête ou de chose que l'on peut éliminer sans état d'âme. Par ailleurs, la pratique de la violence extrême passe par un déni de cette violence dans les procédures qui la mettent en œuvre. Ce double phénomène, qui aboutit à une déréalisation du meurtre de masse, apparaît en toute clarté dans l'étude que Nicolas Werth consacre aux massacres opérés par le NKVD soviétique au cours des années 1937-1938. L'animalisation des victimes dans le langage utilisé par les bourreaux, d'une part, l'emploi d'une langue administrative abstraite, d'autre part, ont eu pour objectif de faire passer la mort brutale d'un million et demi de personnes « socialement nuisibles » ou « ethniquement suspectes » pour une entreprise de salubrité publique – une « mesure prophylactique », dira plus tard Molotov, justifiant ainsi la répression. Là encore, violence primitive et organisation industrielle se conjuguent dans ce que l'auteur qualifie d' « entreprise d'ingénierie sociale ». Il est remarquable que la planification du meurtre ne laisse pas d'ouvrir des « espaces d'inventivité et de liberté » aux tortionnaires qui ont ainsi une marge de manœuvre à l'égard des consignes qui leur sont adressées.

Cette attention aux « actes d'initiative » des bourreaux caractérise la démarche d'Elissa Maïlander et de Patrick Bruneteaux, qui signent ensemble un article sur les violences concentrationnaires du système nazi, étudiées à travers le prisme d'une trajectoire individuelle, celle de l'officier SS Otto Moll. Se démarquant d'une lecture courante de la violence nazie comme mise en œuvre d'un génocide industriel dans lequel les individus n'auraient été que des rouages sans latitude d'action, ils voient dans le système des camps une « structure d'opportunité pour les producteurs de violence extrême ». Ceux-ci, loin de s'en tenir à la simple administration de la machine de mort, en tirent une jouissance sadique ; c'est du côté d'une « positivité de l'acte de cruauté » qu'il convient de replacer ces pratiques, ainsi que dans la relation triangulaire liant bourreaux, victimes et spectateurs. À côté de la cruauté institutionnelle se manifeste donc une cruauté individuelle. « Associée au fonctionnement du camp, au milieu de l'activité de l'extermination, la barbarie de Moll s'effectue selon la logique d'un aménagement personnel. »

Ce sont d'autres individus, d'autres acteurs de l'histoire que nous donne à découvrir Annette Becker dans sa réflexion sur les « passeurs de l'indescriptible », Franz Werfel, Raphaël Lemkin, Vivian Fry, Jan Karski. Aussi opposés à Moll qu'on peut l'être, ils furent aussi des individus qui firent l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans ce qu'elle eut de plus terrible. Informés de ce qui se passait dans l'Europe dominée par les nazis, ils n'eurent de cesse d'alerter le monde libre pour qu'il réagisse – mais ils se heurtèrent à l'incompréhension et à l'incrédulité de la plupart de leurs interlocuteurs qui ne pouvaient ou ne voulaient pas savoir. Le crime était trop grand pour être pensable, les contemporains manquaient d'outils sensibles et conceptuels pour l'appréhender dans toute son ampleur. De sorte que ces messagers eurent le sentiment d'échouer dans la mission qu'ils s'étaient assignée. Outre la « cécité fonctionnnelle » évoquée par Raul Hillberg, Annette Becker explique cette impuissance par les séquelles de la Première Guerre mondiale. Le thème des

« atrocités allemandes » avait servi à la propagande alliée pour justifier la guerre contre l'Allemagne ; ne cherchait-on pas à lui faire rejouer ce rôle vingt ans plus tard ? Pour Annette Becker, « l'une des racines de l'impossibilité de comprendre l'extermination des juifs en temps réel est aussi un blocage épistémologique né dans et de la Première Guerre mondiale ». Le caractère matriciel de ce conflit est frappant également pour la pensée d'un Raphaël Lemkin, qui élabore dans l'entre-deux-guerres les normes juridiques permettant de qualifier et de poursuivre les « actes de barbarie » puis les « génocides », un terme qui s'imposera lors du procès de Nuremberg jugeant les criminels nazis.

Avant ce procès, qui devait fixer durablement la jurisprudence internationale en matière de crime contre l'humanité, Nadège Ragaru rappelle que c'est en Bulgarie qu'eut lieu le premier cas de jugement des crimes antijuifs. À travers l'analyse des documents produits par le tribunal populaire mis en place par le régime communiste entre décembre 1944 et avril 1945, elle montre l'instrumentalisation politique de la référence à la « barbarie » nazie. Le tribunal eut en effet pour principal souci de légitimer le nouveau pouvoir et de dédouaner le pays de toute participation active à la mise en œuvre de l'extermination des juifs ; comment mieux y parvenir qu'en faisant de l'antisémitisme un article d'importation, exclusivement lié au fascisme et à une minorité sociale dont le renversement apparaissait dès lors comme doublement justifié ? L'euphémisation de l'antisémitisme national et la topique de l' « innocence bulgare » devaient pour longtemps empêcher tout examen sérieux des responsabilités propres du peuple et des élites bulgares en cette matière. Même instrumentalisation et même déni en Pologne, qu'examine pour clore ce dossier Audrey Kichelewski. Sauf qu'ici il n'est pas question de procès ni de tribunal mais de nouvelles violences antijuives au lendemain de la guerre, à l'encontre des rescapés qui revenaient des pays où ils s'étaient réfugiés pour échapper au nazisme. L'auteur dresse le constat accablant de ces violences et tente d'en comprendre les ressorts. Des éléments anciens – un antisémitisme et un antijudaïsme traditionnels, souvent d'essence religieuse – se combinent avec des facteurs conjoncturels – l'effet de la propagande nazie, l'acclimatation de la violence au quotidien, ce qu'on pourrait, là encore, appeler la « brutalisation » de la société polonaise pendant cinq années d'une guerre sans merci, le climat très particulier qui règne dans l'immédiat après-guerre – pour expliquer ces résurgences de violence contre ceux qui avaient déjà tant souffert durant les années précédentes. L'usage du terme de « barbarie », que relève Audrey Kichelewski, pour qualifier exclusivement les crimes nazis procède également de cette instrumentalisation politique par un régime en quête de consolidation et de légitimation. Il ne plaide pas en faveur de son emploi par les historiens, qui peuvent à bon droit, comme le fait d'abord Nicolas Beaupré dans son article, rejeter cette notion comme a-critique, manipulée par les acteurs au gré de leurs engagements. Mais on peut aussi considérer, comme le fait ensuite cet auteur – et ceux qui le suivent au fil des pages de ce dossier – que la « barbarie », en tant que notion investie de sens par les acteurs pour rendre compte des pratiques de violence extrême, peut ouvrir sur une réflexion utile sur ces pratiques qui n'ont pas disparu de notre champ d'expérience et de représentation contemporain, loin s'en faut.

Les auteurs

Laurent Martin est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris III Sorbonne Nouvelle (USPC), membre du laboratoire ICEE. Son dernier livre paru est

Histoires universelles et philosophies de l'histoire (Presses de Sciences Po, 2015 - en codirection avec Alexandre Escudier).

Sylvain Kahn [http://bit.ly/1cvvDbc] est professeur agrégé d'histoire à Sciences Po, au sein du département d'histoire, et du master affaires européennes. Il a notamment publié [http://bit.ly/1cvvDbc] « L'Etat-nation comme mythe territorial de la construction européenne » (*L'Espace géographique*, 3/14, 2014) ; le Mooc « géopolitique de l'Europe » (Sciences Po-Sorbonne Paris Cité, France université numérique, 2015 [http://bit.ly/EuroMooc]) ; *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945*, (PUF, 2011).

Pour citer cet article : Sylvain Kahn et Laurent Martin, « L'Europe en barbarie », *Histoire@Politique*, n° 26, mai-août 2015, www.histoire-politique.fr